

**Requête en annulation de l'arrêté du préfet du 28 avril 2010,
délivrant un permis de construire à Unicité sur l'îlot M6A1.**

Requête déposée par

Comité Anti-Amiante Jussieu
représenté par son président, Michel Parigot

FNATH - Association des accidentés de la vie
ayant pour avocat Karim Felissi, 12 avenue de la Grande Armée 75017 Paris

FNATH - Association des accidentés de la vie, Groupement de la région parisienne
ayant pour avocat Karim Felissi, 12 avenue de la Grande Armée 75017 Paris

Treize Ecolo
représentée par sa présidente, Nathalie Laville

Diderot Transparence
représenté par son président, Michel Parigot

Fédération des syndicats SUD étudiant
représentée par sa présidente, Marie Prieur

Jérôme Krieg

Paul Rozière

Coordonnées des requérants :

Comité Anti-Amiante Jussieu

adresse postale : Michel Parigot, Bat B4, Res. Les Vignes de Bures, 91940, Les Ulis
tel: 06 12 63 43 57 ; fax : 01 69 29 95 67
email : parigot@pps.jussieu.fr

FNATH, Association des accidentés de la vie

adresse postale : 38 boulevard Saint-Jacques - 75014 Paris

FNATH - Association des accidentés de la vie, Groupement de la région parisienne

adresse postale : 11 rue du Chemin Vert, 75011 Paris

Treize écolo.

adresse postale : Nathalie Laville, 11, rue Dunois, 75013 Paris.

Diderot transparence

adresse postale : 1, square Léon Guillot, 75015 Paris

Fédération des syndicats SUD étudiant

adresse postale : 25-27 rue des Envierges, 75020 Paris

Jérôme Krieg

adresse postale : 2 rue du Loiret, 75013 Paris

Paul Rozière

adresse postale : 27 passage Dubail, 75010 Paris

Sommaire :

1. La décision contestée	3
2. Intérêt à agir des requérants	5
3. Irrégularités	9
3.1 Absence d'engagement de solidité	9
3.2 Absence des données sur les charges d'exploitation	10
3.3 Non respect de la réglementation des ERP : fausse déclaration d'effectif	11
3.4 Non respect de la réglementation des ERP : salles d'enseignement classées en « code du travail »	14
3.5 Non respect des règles de sécurité incendie : le bâtiment est de facto un IGH , mais ne respecte pas la réglementation des IGH.	15
3.6 Non respect des règles de sécurité incendie : nombre de baies d'accès pompiers accessibles insuffisant.	18
3.7 Non respect des règles de sécurité incendie : absence d'espaces d'attente sécurisés pour les personnes handicapées.	21
3.8 Non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées.	22
3.9 Non respect du PLU de PARIS : absence d'aires de livraison	24
3.10 Non respect du PLU de PARIS : locaux pour le stationnement des vélos insuffisants	25
3.11 Non respect du PLU de PARIS : local poubelle de taille très insuffisante.	27
4. Conclusion	30

1. La décision contestée

L'université Paris Diderot - Paris 7 a signé le 24 juillet 2009 un contrat de partenariat (PPP) avec le groupement Unicité (Groupe Vinci) pour la construction de bâtiments universitaires d'environ 45 000 m² SHON sur la ZAC Paris Rive Gauche. Le coût de la construction est estimé à 108 millions d'euros. L'université louera le bâtiment pendant 27 ans et paiera pendant ces 27 ans un loyer annuel d'un peu moins de 10 millions d'euros. Au terme de ces 27 ans, l'université deviendra propriétaire des bâtiments.

Le recours à un PPP avait reçu le 11 mai 2007 un avis favorable de la Mission d'Appui aux Partenariats Public Privé (MAPPP) au titre de la complexité du projet provenant:

- « *de la présence de voies SNCF traversant les parcelles de terrain sur lesquelles certains des bâtiments seront construits. Ces voies ferrées, destinées à une réutilisation au profit d'une ligne TGV, sont potentiellement sources de nuisances importantes, et génèrent des contraintes multiples* »
- « *du passage futur du tramway à proximité de l'une des parcelles, selon un calendrier qui impacte directement le projet. Ainsi les difficultés en terme d'accessibilité des services de sécurité incendie doivent d'ores et déjà être prises en compte.* »
- « *des difficultés de combinaison des contraintes d'accessibilité, de sécurité incendie et de sûreté des locaux* »
-

Le PPP porte sur 4 bâtiments, dont deux principaux:

1. le bâtiment M6 A1 d'une surface de 19. 000 m² SHON, qui fait l'objet du présent recours;
2. le bâtiment M5 B2 d'une surface de 20.700 m² SHON, qui fait l'objet d'un recours parallèle qu'il serait utile de joindre au présent recours du fait d'une grande similarité de situation.

Les demandes de permis de construire des deux bâtiments ont été déposées par Unicité le 5 août 2009. Dans chacun des dossiers « *la délégation permanente siégeant en formation de sécurité incendie, la sous-commission pour la sécurité publique et la Délégation Permanente siégeant en formation accessibilité [...] **ont émis, chacune pour ce qui la concerne, un avis défavorable** au projet tel que présenté en raison des anomalies contenues dans les annexes jointes* » (B2 – Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009). En conséquence, Unicité a dû soumettre un dossier modifié.

De façon surprenante, bien que les « anomalies » essentielles, portant notamment sur la sécurité incendie, n'aient pas été sérieusement corrigées, les mêmes commissions ont émis des avis favorables en avril 2010. Suite à ces avis, le préfet de police a donné son accord le 19 avril 2010 (pièce B3 – *Avis favorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 19 avril 2010*) et le préfet a délivré un permis de construire pour le bâtiment M6A1 le 28 avril 2010 (pièce B1 – *Arrêté du préfet du 28 avril 2010 délivrant un permis de construire sur l'ilot M6A1*). Telles sont les décisions contestées par la présente requête.

Il sera démontré dans la suite de cette requête que le projet de bâtiment M6A1 comporte **un nombre considérable d'irrégularités, dont des irrégularités majeures mettant en cause la sécurité des personnes**:

- Absence d'engagement de solidité de l'ouvrage
- Fausse déclaration d'effectif permettant de faire échapper à la réglementation sur les ERP en

matière de sécurité incendie et d'accessibilité des personnes handicapées les étages R+3 à R+8 du bâtiment accueillant notamment des bibliothèques ;

- Non respect de la réglementation sur la sécurité incendie sur des points essentiels : nombre de baies d'accès pompier accessibles insuffisant au R+8, absence d'espaces sécurisés pour les personnes handicapées ;

A cela s'ajoutent de nombreuses autres irrégularités :

- non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées ;
- non respect du PLU de Paris sur plusieurs points : aires de livraison, locaux pour le stationnement des vélos, local poubelle.

2. Capacité et intérêt à agir des requérants.

2.1. Permis de construire et autorisation de construire.

Les bâtiments concernés sont des établissements recevant du public de 1ère catégorie. Dans ce cas, le permis de construire au sens de l'article L 421-1 du code de l'urbanisme, vaut aussi autorisation de construire au sens de l'article L111-8 du code de la construction et de l'habitat.

L'article L111-8 du code de la construction et de l'habitat dispose que:

« Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 111-7, L. 123-1 et L. 123-2.

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente mentionnée à l'alinéa précédent. »

L'article R*111-19-14 du code de la construction et de l'habitat précise que l'autorisation de construire prévue à l'article L111-8 *« ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes »* aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées et aux règles de sécurité incendie prescrites par ce même code

L'autorisation de construire est indépendante du permis de construire, mais *« lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire »*, cette autorisation est une condition nécessaire à l'octroi du permis de construire : elle n'apparaît administrativement qu'à l'occasion du permis de construire et ne peut donc être contestée que dans ce cadre. En conséquence la capacité et l'intérêt à agir contre l'autorisation de construire valent capacité et intérêt à agir contre le permis de construire en ce qu'il vaut autorisation de construire.

Les usagers d'un bâtiment et les associations ayant intérêt à agir pour le respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées et de sécurité incendie dans les bâtiments considérés ont donc intérêt à agir contre le permis de construire.

2.2. Intérêt à agir du Comité Anti-Amiante Jussieu

Le Comité Anti-Amiante Jussieu regroupe des personnels et étudiants des trois établissements formant historiquement le campus Jussieu: Université Paris 6, Université Paris 7 et Institut de Physique du Globe. Le Comité Anti-Amiante Jussieu a son siège à l'université Paris 7.

L'objet de l'association tel que défini par ses statuts est d'obtenir *« l'élimination de la pollution par l'amiante à Jussieu et la réparation des éventuelles conséquences de cette pollution »* et *« la mise en sécurité du campus Jussieu et la réparation des éventuelles conséquences des manquements en matière de sécurité »* (pièce A1 – Statuts du comité anti-amiant Jussieu). L'association a ainsi obtenu par des actions au tribunal administratif des mises en sécurité provisoires du campus Jussieu en attendant les travaux: installation d'un système d'alarme, pose de déflecteurs pour augmenter la tenue au feu des structures, fermeture de la tour centrale dont la sécurité ne pouvait être assurée par aucune mesure provisoire.

L'élimination de l'amiante et la mise en sécurité incendie des bâtiments du Gril Jussieu est un grand chantier commencé en 1997 et pas encore terminé. Sa réalisation supposait de reloger les occupants soit dans des bâtiments loués, soit dans des bâtiments construits spécifiquement, comme ceux de l'université Paris 7. Ces locations et constructions sont une partie indispensable de la réparation des conséquences de la pollution par l'amiante et des manquements en matière de sécurité du Gril Jussieu et ont toujours été présentées comme telles par l'université Paris 7. Il entre donc dans l'objet du Comité Anti-Amiante Jussieu de veiller à ce qu'elles soient dépourvues d'amiante et respectent les normes en matière de sécurité incendie. Le Comité Anti-Amiante Jussieu a donc intérêt à agir dans la présente instance, ce d'autant plus que le bâtiment projeté a fait l'objet d'un premier avis défavorable de la commission de sécurité en décembre 2010, pour des manquements graves en matière de sécurité incendie (pièce B2 – *Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009*).

Le bureau du Comité Anti-Amiante Jussieu a mandaté son président, Michel Parigot, pour demander l'annulation des permis de construire des bâtiments M6A1 et M5B2 (pièce A2 – *Délibération du bureau du comité anti-amiante Jussieu*). Il a donc capacité à agir.

2.3. Intérêt à agir de la FNATH, Association des accidentés de la vie et du groupement FNATH de la région parisienne.

La FNATH (Fédération des Accidentés du Travail et Handicapés), devenue en 2002, « FNATH, Association des accidentés de la vie », est une association reconnue d'utilité publique. Elle a été fondée en 1921 et regroupe 200 000 adhérents. Elle a pour objet d'« *œuvrer, au plan national et européen à l'amélioration du sort des accidentés de la vie, (victimes d'accidents du travail, de la route, de maladies professionnelles, de catastrophes naturelles ou industrielles, d'accidents médicaux ou domestiques, d'agressions ou d'actes de terrorisme), ainsi que du sort de toutes personnes handicapées, invalides ou malades et leurs ayants droit.* ». Son action consiste notamment à « *assurer la défense et la représentation des accidentés de la vie auprès des instances et autorités privées ou publiques, nationales ou internationales ; promouvoir la prévention des risques pour la santé et l'intégrité physique des personnes ; lutter contre toute discrimination fondée sur l'état de santé ou le handicap dont peuvent être l'objet les bénéficiaires de sa mission* ». (pièce A7 – *Statuts de la Fnath*)

Le groupement FNATH de la région parisienne adhère à la Fédération FNATH et a aussi pour objet de « *promouvoir la prévention des risques pour la santé et l'intégrité physique des personnes ; lutter contre toute discrimination fondée sur l'état de santé ou le handicap dont peuvent être l'objet les bénéficiaires de sa mission* ».

La FNATH et son groupement de la région parisienne ont donc manifestement intérêt à agir en ce qui concerne la sécurité incendie et l'accessibilité aux personnes handicapées dans le bâtiment concerné. Le président de la FNATH et le président de son groupement de la région parisienne sont, chacun en ce qui le concerne, dotés par les statuts de la capacité d'ester en justice. Ils ont pris comme mandataire, Karim Felissi, avocat.

2.4. Intérêt à agir de Treize écolo.

L'association Treize écolo a été créée le 27 février 2006. Elle a pour objet d'« *améliorer et de favoriser, au sein du 13^e arrondissement de Paris : le cadre de vie des habitants, l'environnement et*

la santé publique » (pièce A3 – *Statuts de Treize Ecolo*). La construction d'un bâtiment étant par nature susceptible de porter atteinte au cadre de vie et l'implantation prévue étant dans le 13^e arrondissement de Paris, l'association Treize écolo a manifestement intérêt à agir.

La présidente de Treize Ecolo a reçu mandat du CA de l'association pour demander l'annulation des permis de construire des bâtiments M6A1 et M5B2 (pièce A4 – *Décision du CA de Treize Ecolo*). Elle a donc capacité à agir.

2.5. Intérêt à agir de Diderot Transparence

L'association Diderot Transparence regroupe des personnels et usagers de l'université. Elle a pour objet notamment « *de veiller au respect des règles d'urbanisme, de construction et de sécurité dans la construction, l'aménagement, la maintenance et l'utilisation des locaux de l'université Paris 7* » et « *de veiller à l'adéquation des locaux de l'université Paris 7 avec les besoins des personnels et usagers de l'université Paris 7* » (pièce A5 – *Statuts de Diderot Transparence*). Elle a donc manifestement intérêt à agir.

Le bureau de Diderot Transparence a mandaté son président, Michel Parigot, pour demander l'annulation des permis de construire des bâtiments M6A1 et M5B2 (pièce A6 – *Délibération du bureau de Diderot Transparence*). Il a donc capacité à agir.

Les statuts de l'association Diderot transparence ont été déposés le 23 juin 2010. La restriction introduite par l'article L 600-1-1 du code de l'urbanisme qui stipule que « *Une association n'est recevable à agir contre une décision relative à l'occupation ou l'utilisation des sols que si le dépôt des statuts de l'association en préfecture est intervenu antérieurement à l'affichage en mairie de la demande du pétitionnaire.* » ne s'applique pas en l'espèce. En effet, il s'agit d'une disposition du code de l'urbanisme, figurant dans livre VI du dit code intitulé « *Dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme* » qui s'applique au permis de construire stricto sensu, uniquement en tant qu'il concerne « *l'occupation ou l'utilisation des sols* ». Elle ne peut s'appliquer à l'autorisation de construire, qui concerne les dispositions internes au bâtiment, accessibilité pour les personnes handicapées et sécurité incendie, qui ne relèvent pas du code de l'urbanisme, mais du code de la construction. Le fait que les deux soient regroupés vise seulement à simplifier les démarches : en demandant le permis de construire le pétitionnaire n'a pas besoin de demander séparément les autres autorisations spécifiques relevant d'autres législations. L'indépendance des législations fait que l'article L 600-1-1 du code de l'urbanisme ne peut être invoqué à l'encontre de la recevabilité à agir contre l'autorisation de construire qui relève du code de la construction. Il convient d'ajouter que cela serait contraire à l'esprit du texte : en effet si l'on peut penser que les associations de défense d'un site ont des raisons d'exister avant les projets de construction particuliers qu'on peut faire sur ce site, on peut difficilement imaginer que les associations de futurs usagers oeuvrant pour la sécurité dans un bâtiment préexistent au projet concret de bâtiment, les problèmes de sécurité n'apparaissant d'ailleurs qu'une fois le détail du projet connu.

2.5. Intérêt à agir de la Fédération des syndicats SUD étudiant.

La Fédération des syndicats SUD étudiant représente l'intérêt général des étudiants qui seront les futurs usagers des bâtiments M6A1 et M5B2, au premier chef concernés par le respect des règles de sécurité et d'accessibilité des personnes handicapées dans le bâtiment, ainsi que par l'adaptation du bâtiment au besoin des étudiants. Elle a donc manifestement intérêt à agir.

Elle est représentée dans la présente instance par sa présidente Marie Prieur.

2.6. Intérêt à agir de monsieur Jérôme Krieg.

Monsieur Jérôme Krieg habite 2 rue du Loiret dans le 13ème arrondissement. Son immeuble est situé à 150m environ des ilots M6A1 et M5B2 avec vue directe sur ceux-ci, aucun immeuble ne se situant entre les deux. Il a donc intérêt à agir.

2.6. Intérêt à agir de monsieur Paul Rozière.

Monsieur Paul Rozière est enseignant-chercheur à l'UFR de Mathématiques de l'Université Paris 7. Il sera utilisateur du bâtiment M6A1 et est donc directement concerné par le respect des règles de sécurité dans le bâtiment. Il a donc intérêt à agir.

3. Irrégularités

3.1. Absence d'engagement de solidité

➡ L'article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité stipule:

« En application de l'article 4 du présent décret, lors du dépôt de la demande de permis de construire prévu à l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ou de l'autorisation de travaux prévue à l'article R. 123-23 du code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité. Cet engagement est versé au dossier et la commission en prend acte.

En l'absence de ce document, la commission ne peut examiner le dossier. »

➡ Aucun engagement de solidité n'apparaît dans le dossier de permis de construire du bâtiment M6A1 (pièce B7 *Liste des pièces du dossier de permis de construire du bâtiment M6A1*). La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ne pouvait donc pas rendre d'avis et son avis est illégal, ainsi que les décisions qui en découlent.

L'absence d'engagement de solidité du bâtiment revêt une signification et une importance particulière dans le cas présent, puisque la question de la solidité du bâtiment est effectivement posée, question dont la presse s'est faite l'écho (pièce A8 - *Article du canard enchaîné du 14 avril 2010 : Vinci veut construire une fac aux planchers branlants*)

3.2. Absence des données sur les charges d'exploitation

➡ L'article CO 11 du règlement de sécurité de 25 juin 1980 stipule :

« § 1. Définitions

La structure est l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la stabilité d'un bâtiment ou d'un ouvrage sous les actions qui lui sont appliquées.

Un élément est dit principal si sa ruine a une incidence sur la stabilité du reste de la structure. Dans le cas contraire, il est dit secondaire.

§ 2. Objet

Les structures du bâtiment abritant un établissement recevant du public doivent présenter des qualités de résistance au feu afin de préserver la stabilité de l'édifice et de s'opposer à une propagation rapide du feu en cas d'incendie pendant le temps nécessaire à l'alarme et à l'évacuation des occupants de l'établissement et des locaux tiers éventuels situés dans le même bâtiment.

§ 3. La construction des établissements recevant du public doit être réalisée pour supporter les charges d'exploitation normalement prévisibles en raison de l'utilisation des locaux et du type d'établissement en application de la norme NF P 06.001. »

La norme NF P 06.001 décrit pour chaque local de chaque type d'ouvrage les charges venant de l'utilisation de l'ouvrage, appelées charges d'exploitation, qui doivent être prises en compte dans la construction de l'ouvrage. Par exemple, un plancher de logement devra supporter 150 kg/m², un plancher de bureaux 250 kg/m², un plancher de salle de réunion ou de salle de lecture de bibliothèque 350 kg/m².

➡ Les plans du bâtiment M6A1 ne mentionnent pas les charges d'exploitation prises en compte en fonction de la destination de chacun des locaux. L'obligation posée par l'article CO 11 du règlement de sécurité de 25 juin 1980 n'est donc pas respectée, puisqu'il est impossible de vérifier l'adéquation des charges retenues avec les utilisations prévisibles des locaux.

Il convient de préciser que l'obligation posée par l'article CO 11 est distincte de l'obligation de fournir un engagement de solidité posée par l'article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 car :

- d'une part, le fait de supporter les charges d'exploitation normalement prévisibles en raison de l'utilisation des locaux et du type d'établissement n'est qu'un aspect de la solidité
- d'autre part, l'obligation concernant les charges d'exploitation ne se réduit pas à un engagement général, elle nécessite de montrer concrètement que la norme NF P 06.001 est bien respectée

L'absence de mention des charges d'exploitation, comme l'absence d'engagement de solidité, revêtent une signification et une importance particulière dans le cas présent, puisque la question du respect des charges d'exploitation est effectivement posée, question dont la presse s'est faite l'écho (pièce A8 - *Article du canard enchaîné du 14 avril 2010 : Vinci veut construire une fac aux planchers branlants*).

3.3. Non respect de la réglementation des ERP : fausse déclaration d'effectif

➡ Le Chapitre III : Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public du code de la construction et de l'habitat définit la notion d'Etablissement Recevant du Public (ERP) à son article R 32-2:

« Pour l'application du présent chapitre, constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.

Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. »

➡ La notice de sécurité ainsi que les plans figurant dans le dossier de permis de construire indiquent que les niveaux R+3 à R+8 ne sont pas classés en ERP mais en « Code du travail ».

La notice de sécurité (pièce B5 – Notice de sécurité incendie du 20/01/2010 [PC40ab]) indique précisément :

« Dans les étages, les niveaux RDC, 1, 2 et 3 partiellement reçoivent des élèves donc du public. Les autres niveaux sont exclusivement occupés par des chercheurs et classés en code du travail. Les deux bibliothèques ainsi que les salles de conseil ne sont pas accessibles au public. »

Il s'agit là d'une **fausse déclaration** qui a le caractère d'une fraude:

- Les bibliothèques situées au niveau R+8 sont bien évidemment accessibles aux étudiants, en particulier aux étudiants de M2 et d'agrégation (pièce B9 page 5, pièce B19, page 3) ;
- Les salles de conseil accueillent des réunions de personnes extérieures ;
- Les étages R+3 à R+8 comportent un grand nombre des salles de « réunion », qui sont en fait des salles de séminaires, les séminaires étant ouverts aux personnes extérieures, conformément à la vocation de l'université ;
- En outre, les enseignants peuvent recevoir les étudiants dans leur bureau.

Découvrant la notice de sécurité figurant dans le dossier de permis de construire, notice qui n'avait pas été portée à la connaissance des futurs utilisateurs, ni du comité hygiène et sécurité de l'université, le conseil de l'UFR d'informatique, qui occupera le bâtiment, a voté à l'unanimité une motion indiquant que ce qui figure dans cette notice *« ne correspond pas à la réalité: la bibliothèque de mathématiques est ouverte aux étudiants de M2, les salles des conseils et les salles de séminaire accueillent des personnes extérieures. Nous demandons donc que tous les étages du bâtiment M6A1 soient aux normes des établissements recevant du public. Cela est indispensable au bon fonctionnement de la recherche. Cela est aussi indispensable pour garantir les possibilités d'évolutions futures dans l'usage du bâtiment. »* (pièce B11 – Motion de l'UFR d'Informatique)

L'objet de cette fausse déclaration est de faire échapper les étages R+3 à R+8 aux contraintes de la réglementation des ERP sur la sécurité incendie et l'accessibilité pour les personnes handicapées.

Il convient de souligner que cette fausse déclaration n'est pas accompagnée d'une déclaration en bonne et due forme du chef d'établissement, alors qu'est produite une telle déclaration en ce qui concerne la partie basse du bâtiment : complexe sportif et amphithéâtre (pièce B8 – Déclaration

d'effectif du chef d'établissement [PC40e]).

Cette fausse déclaration se traduit par une différence de **625 personnes** entre les effectifs déclarés et les effectifs qui auraient dû être déclarés.

En effet l'effectif de 2894 personnes déclaré dans la notice de sécurité (pièce B5 – Notice de sécurité incendie du 20/01/2010 [PC40ab]) **ne comprend pas les effectifs des bibliothèques, des salles de conseils et des salles de réunions des étages R+3 à R+8**, au motif qu'elles ne seraient utilisées que par des personnels ayant leurs bureaux dans ces étages et qu'il n'y a pas lieu de les compter deux fois, ce qui est bien évidemment faux.

La capacité d'accueil des bibliothèques du niveau R+8 est de 140 personnes et celle des salles de réunion des étages R+3 à R+8 est de 485 personnes, soit au total 625 personnes [Dossier PC : DPCa PA100, n° 1106, 1107, 1108], qui ne sont pas comptées dans l'effectif déclaré. L'effectif réel de l'établissement est donc de $2894 + 625 = \mathbf{3519 \text{ personnes}}$.

En conséquence **le bâtiment ne respecte pas les normes en matière de sécurité incendie et d'accessibilité pour les personnes handicapées dans les étages R+3 à R+8.**

De plus, l'effectif réel des étages supérieurs n'ayant pas été pris en compte, **le bâtiment ne dispose même pas des issues de secours nécessaires dans les niveaux bas accueillant les cours des étudiants et censés respecter la réglementation ERP.**

Le nombre de dégagements et d'unités de passage est en effet inférieur aux exigences réglementaires du règlement de sécurité du 25 juin 1980. L'article CO38 dispose en effet que « *les niveaux, locaux, secteurs ou compartiments doivent être desservis dans les conditions suivantes, en fonction de l'effectif des personnes qui peuvent y être admises :* [...] »

d) Plus de 100 personnes :

Par deux dégagements jusqu'à 500 personnes, augmentés d'un dégagement par 500 personnes ou fraction de 500 personnes au-dessus des 500 premières. La largeur des dégagements doit être calculée à raison d'une unité de passage pour 100 personnes ou fraction de 100 personnes ; au-dessous de 501 personnes, le nombre d'unités de passage est majoré d'une unité. »

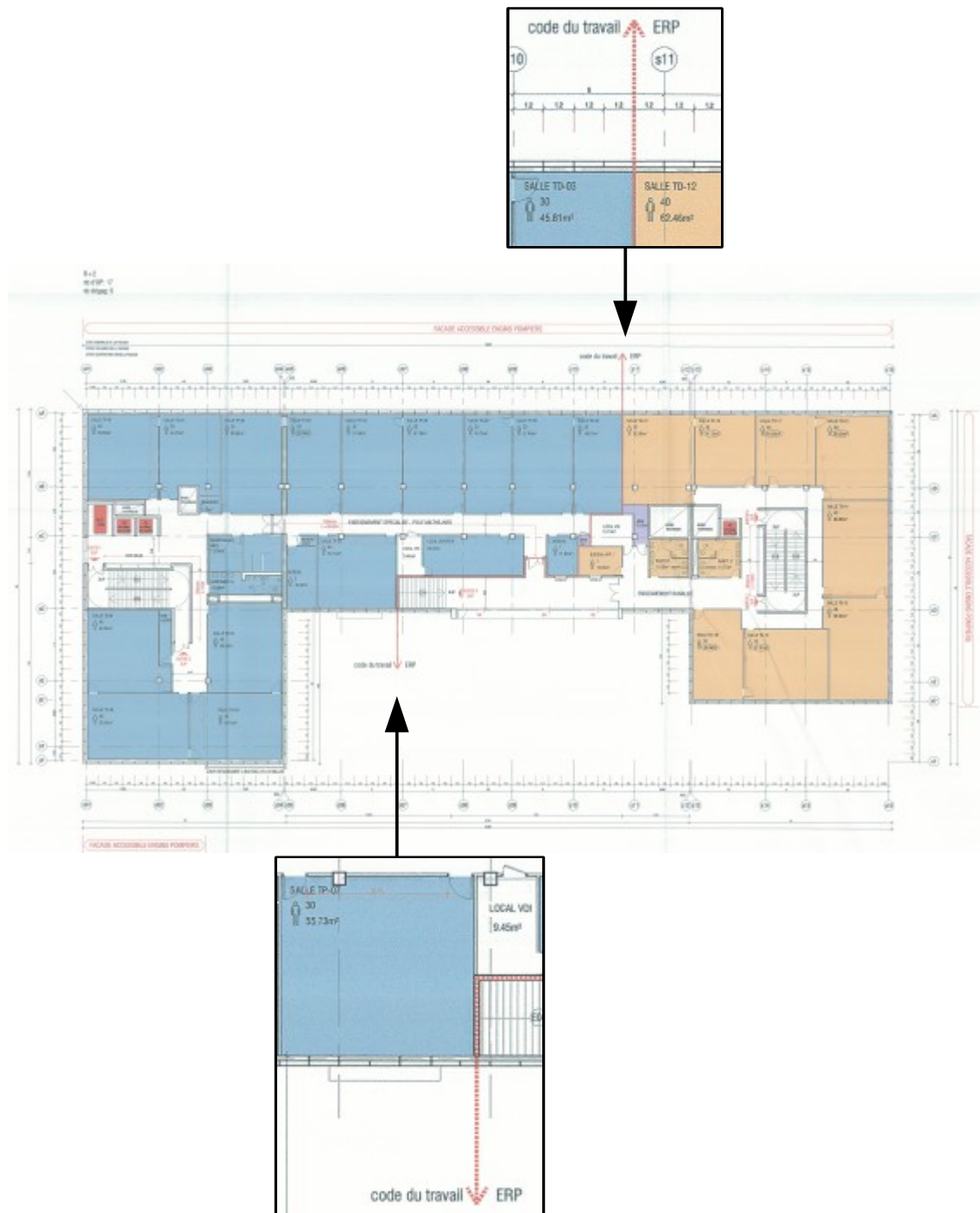
A chaque niveau l'effectif à prendre en compte pour calculer le nombre et la largeur des escaliers desservant ce niveau doit cumuler l'effectif admis à ce niveau avec ceux des niveaux situés au-dessus pour les niveaux en surélévation, ou avec ceux des niveaux en dessous pour les niveaux en sous-sol. »

Le tableau suivant corrige ceux figurant en page 3 et 7 de la notice de sécurité du dossier de permis de construire, en tenant compte des effectifs publics non déclarés pour les étages RDC à R+8. Sans même tenir compte des effectifs de la Mezzanine, on voit que **manquent des dégagements aux étages R+1 et R+2 et des unités de passage au RDC et aux étages R+1, R+2, R+3.**

Étage	effectif public	effectif travail	effectif total	Effectif cumulé	Dégagements prévus	Dégagements nécessaires	unités prévues	unités nécessaires
R+8	215	63	278	278	3	2	8	4
R+7	65	117	182	460	3	2	8	6
R+6	105	148	253	713	3	3	12	8
R+5	80	148	228	941	4	3	12	10
R+4	105	148	253	1194	4	4	12	12
R+3	55	135	190	1384	4	4	12	14
R+2	744	22	766	2150	5	6	17	22
R+1	661	19	680	2830	6	7	24	29
RDC	230	16	246	3076	9	9	30	31

3.4. Non respect de la réglementation des ERP : salles d'enseignement classées en « code du travail »

De façon pour le moins surprenante, le plan de l'étage R+2 [Dossier PC : PCa – PA100 -n° 1105, Plan R+2 Plan R+1], qui ne contient que des salles d'enseignement (travaux dirigés et travaux pratiques) est classé pour moitié en ERP et pour moitié en « code du travail ». Ceci est évidemment illégal.



3.5 . Non respect des règles de sécurité incendie : le bâtiment est de facto un IGH , mais ne respecte pas la réglementation des IGH.

➡ L'article R122-2 du code de la construction et de l'habitat stipule que :

« Constitue un immeuble de grande hauteur, pour l'application du présent chapitre, tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie :

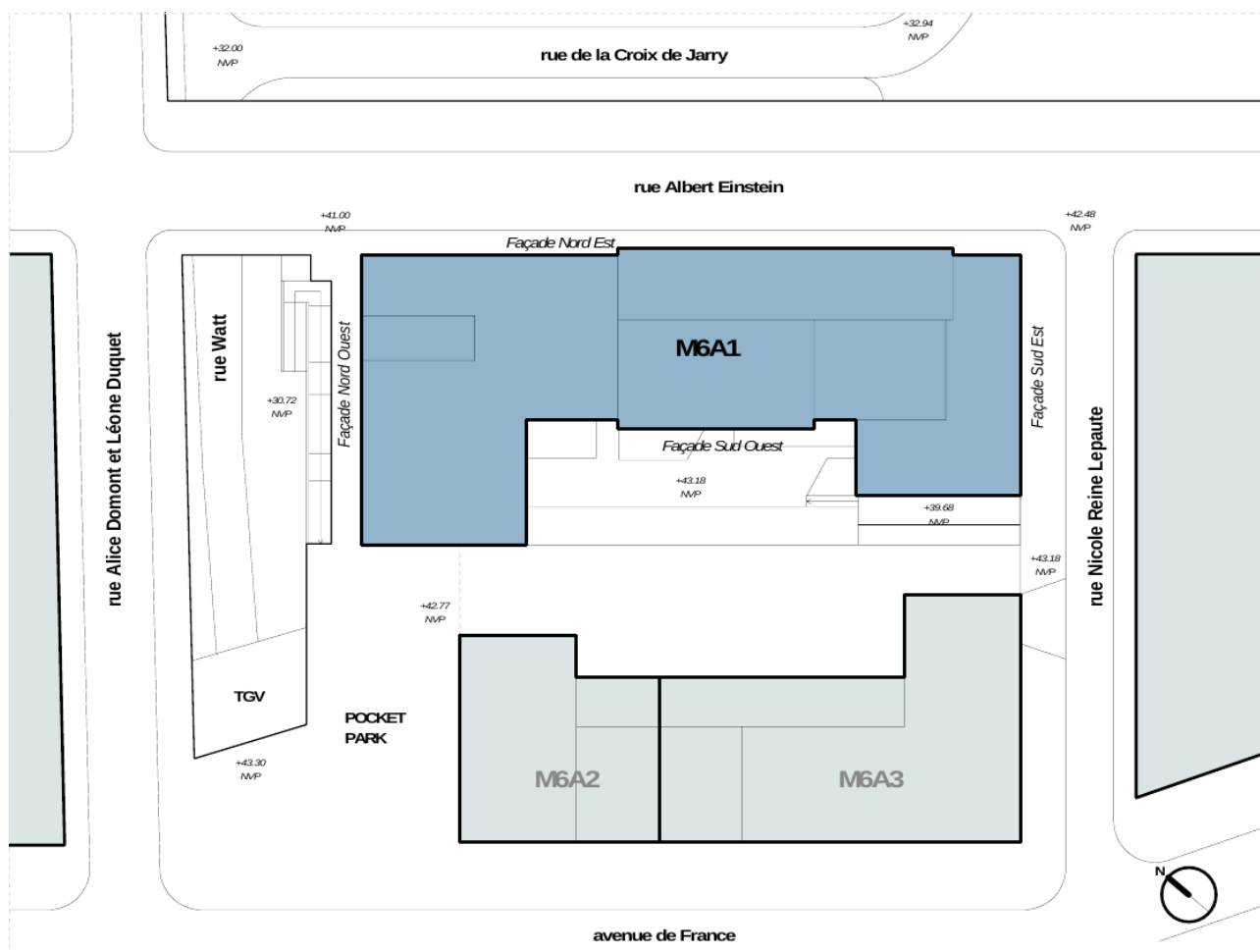
-à 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation, tels qu'ils sont définis par l'article R. 111-1 ;

-à plus de 28 mètres pour tous les autres immeubles. »

➡ Le bâtiment M6A1 est présenté comme ayant deux façades accessibles :

- la façade Nord-Est, rue Albert Einstein, qui est la plus grande façade et
- la façade Sud-Est, rue Nicole Reine Lepaute ;

A cela s'ajoute un accès partiel sur le morceau de façade Sud-Ouest donnant sur le « pocket park » par une unique baie d'accès pompiers à chaque étage [Dossier PC : DPCb PC5a N° PLAN 1210]



Ce bâtiment est de facto un Immeuble de Grande Hauteur (IGH) pour deux raisons.

1. Le niveau R+8 est augmenté d'une mezzanine, qui est de facto un niveau R+9 situé au delà de la limite de 28m.

L'article CO 11 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 donne la définition suivante d'une mezzanine :

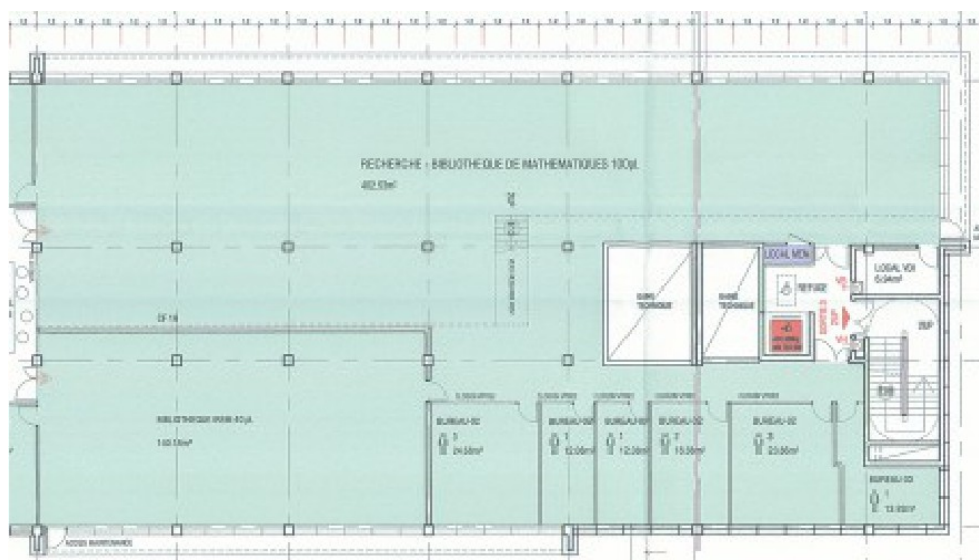
« Une mezzanine est un plancher intermédiaire ménagé dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture d'un bâtiment.

En outre, une mezzanine dont la surface n'excède pas 50 % du niveau le plus grand qu'elle surplombe n'est pas considérée comme un niveau (au sens du règlement de sécurité).

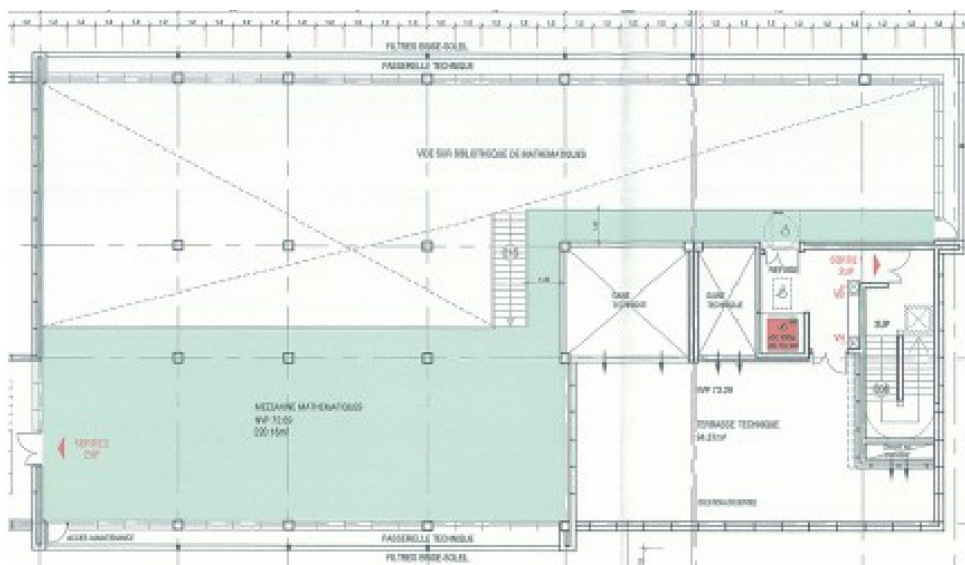
Un plancher partiel accueillant au moins un local ne peut-être considéré comme une mezzanine. »

La surface de la mezzanine (R+8 HAUT) NVP 72.94 est de 220.15 m² [Dossier PC : DPCa PA100 N° PLAN 1108] et excède 50 % du niveau le plus grand qu'elle surplombe [Dossier PC : DPCa PA100 N° PLAN 1109] du R+8 NVP 69.74, à savoir la bibliothèque de Mathématiques, dont la surface est de 402.53 m².

PA 1108
Bibliothèque
402.53 m²



PA 1109
Mezzanine
220.15 m²



Nous sommes donc en présence d'un R+9 dont le dernier niveau (NVP 72.94) est à 31.45 m de la voie engins de secours (NVP 41.49). Le M6A1 est donc un Immeuble de Grande Hauteur contrairement à la notice de sécurité déposée.

2. Le niveau R+8 est lui-même au delà de la limite des 28m.

La commission de sécurité avait elle-même remarqué dans son avis défavorable de décembre (pièce B2 – *Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009*) que « l'unique baie accessible au 8ème étage, côté rue Albert Einstein, est située au-dessus du seuil des 28m en raison de la déclivité de la voie publique ».

Les changements opérés ne changent pas la situation.

En effet la réponse apportée est la suivante : « Il sera intégré trois ouvrants pompiers de 90x180cm de passage, façade Nord et un ouvrant pompier identique, façade Est, dans la façade vitrée de la bibliothèque au 8ème étage. Ils seront tous associés à un portillon ouvrable par carré pompier dans le garde-corps de la passerelle de maintenance.

La baie accessible mentionnée sera supprimée.

En annexe, le plan PC5a représente la façade nord modifiée. »

(pièce B6 – Réponse aux observations de la préfecture de police du 22/01/2010).

En raison de la déclivité de la rue Albert Einstein, **les trois quarts environ du niveau R+8 sont au dessus de la limite de 28 m et deux des baies ajoutées sur cette façade sont de facto inaccessibles**, comme le montre le graphique suivant, que nous reproduisons en plus grande dimension en pièce B14. Il convient de noter que le pétitionnaire reconnaît lui-même qu'au moins la moitié du bâtiment dépasse le seuil des 28m quand il écrit dans la notice de sécurité que « le bâtiment en superstructure est desservi par la rue Albert EINSTEIN dont le niveau médian définit les 28,00 m du R+8 ».

Le M6A1 est donc un Immeuble de Grande Hauteur contrairement à la notice de sécurité déposée. Ajoutons qu'il ne respecte évidemment pas la réglementation sur les IGH.



3.6. Non respect des règles de sécurité incendie : nombre de baies d'accès pompiers accessibles insuffisant.

➡ L'article CO 3 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 dispose que :

« Chaque bâtiment, en fonction de sa hauteur et de l'effectif du public reçu, doit avoir une ou plusieurs façades accessibles ». Il précise que la distance entre les baies d'accès pompiers successives à même niveau doit être « de 10 à 20 mètres » et le nombre minimal de façades accessibles est fixé comme suit :

« a) Etablissements de 1re catégorie recevant plus de 3 500 personnes :

Deux façades opposées desservies par deux voies de 12 mètres de large ou trois façades judicieusement réparties et desservies par deux voies de 12 mètres et une voie de 8 mètres de large, les deux conditions suivantes étant toujours réalisées :

1. La longueur des façades accessibles est supérieure à la moitié du périmètre du bâtiment ;

2. Tous les locaux recevant du public en étage sont situés sur les façades accessibles ou n'en sont séparés que par de larges dégagements ou zones de circulation.

Si cette dernière condition ne peut être respectée, l'établissement doit avoir quatre façades accessibles réparties sur toute sa périphérie et desservies par deux voies de 12 mètres de large et deux voies de 8 mètres ;

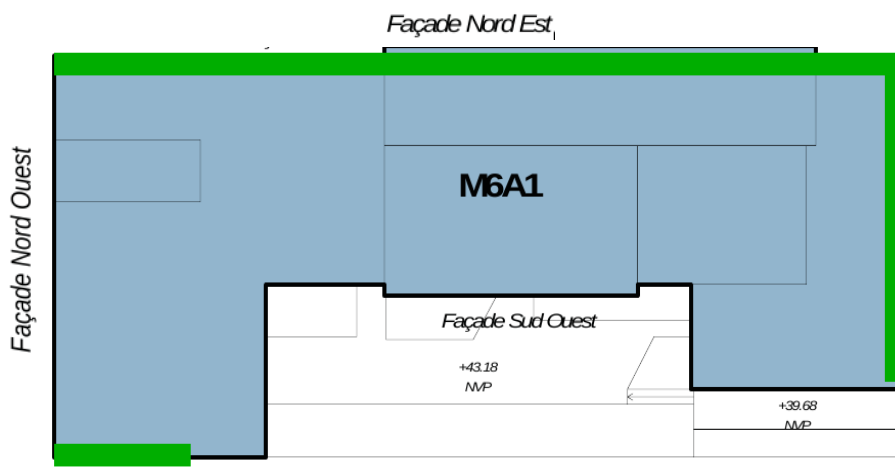
b) Etablissements de 1re catégorie recevant entre 2 500 et 3 500 personnes :

Deux façades accessibles desservies par une voie de 12 mètres de large et une voie de 8 mètres de large si la condition 2 ci-dessus est respectée.

Si cette condition n'est pas respectée, l'établissement doit avoir une troisième façade accessible desservie par une voie de 8 mètres de large ; »

➡ Comme nous l'avons indiqué en section 3.2 , le bâtiment reçoit de facto plus de 3500 personnes. Il devrait donc avoir deux façades opposées accessibles ou trois façades judicieusement réparties. Ce n'est nullement le cas, même en ne tenant pas compte du niveau le plus problématique, R+8.

Les façades possédant des baies d'accès pompier sont celles marquées en vert sur le dessin suivant.



a) La situation jusqu'au niveau R+7

Seule la façade Nord-Est, rue Albert Einstein, est entièrement accessible jusqu'au niveau R+7 [Dossier PC : DPCb PC5a N° PLAN 1210].

Le morceau de façade Sud-Ouest donnant sur le « pocket park » n'est lui-même que partiellement accessible par une unique baie d'accès pompiers à chaque étage et présenté comme tel [Dossier PC : DPCb PC5a N° PLAN 1210].

La façade Sud-Est, rue Nicole Reine Lepaute, présentée comme accessible, ne comporte qu'une baie d'accès par étage pour une longueur de 29 m, alors que pour cette longueur, il en faudrait deux en application de l'article CO 3 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 [Dossier PC : DPCb PC5a N° PLAN 1210].

On pourra vérifier par exemple sur le plan DPCa PA 100 N° 1107 que le pétitionnaire indique lui-même que le morceau de façade Sud-Ouest donnant sur le « pocket park » n'est que partiellement accessible et que la façade Sud-Est, rue Nicole Reine Lepaute fait bien 29 m.

La réglementation n'est donc pas respectée sur deux points :

- il y a une seule façade entièrement accessible ;
- la longueur des façades accessibles est inférieure à la moitié du périmètre du bâtiment (excepté au R+7, du fait de la terrasse)

a) La situation du niveau R+8

L'étage R+8 est le plus problématique car il dépasse la limite des 28 m, qui est celle de l'échelle des pompiers

Nous avons vu en section 3.4 (voir aussi pièce B14) que sur la grande façade, la façade Nord-Est, rue Albert Einstein, il n'y avait qu'une baie accessible à ce niveau, alors qu'aux autres niveaux, cette façade est entièrement accessible (elle dispose de quatre baies à chaque niveau).

A cela s'ajoutent uniquement une baie sur le morceau de façade Sud-Ouest donnant sur le « pocket park » et une baie sur la façade sud-est rue Nicole Reine Lepaute. T

Trois façades partiellement accessibles par une unique baie chacune, pour un étage qui comporte deux bibliothèques et des salles de réunions !

La réglementation n'est évidemment pas respectée, qu'on la prenne sous l'angle du nombre de façades accessibles ou sous celui de la longueur de façade accessible.

Mais la situation est encore pire. La baie de la façade Sud-Est, rue Nicole Reine Lepaute, n'est pas vraiment accessible : du fait de l'existence d'une terrasse en contrebas, elle ne peut pas être atteinte directement par l'échelle des pompiers. Il faudrait d'abord accéder à la terrasse avec l'échelle des pompiers, puis accéder à la baie depuis la terrasse en installant une échelle sur la terrasse. Si on utilise ce genre de méthode, la limite des 28 m pour les IGH n'a plus de sens et on peut construire plusieurs étages au dessus d'une terrasse à 28m sans être un IGH !



Baie non directement accessible,
car située en retrait de 7 m par
rapport à la façade accessible, à cause
de la présence d'une terrasse : cette
terrasse de 7 m de largeur empêche
l'échelle des pompiers d'atteindre la baie
pompiers.

[DPCb PC5a N° PLAN 1210]

3.7. Non respect des règles de sécurité incendie : absence d'espaces d'attente sécurisés pour les personnes handicapées.

➡ L'article GN 8 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 indique

« L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R. 123-4 du code de la construction et de l'habitation , les principes suivants sont retenus :

[...]

3. Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisé »

L'article CO 34 précise ce qu'est un espace d'attente sécurisé :

« Zone à l'abri des fumées, des flammes et du rayonnement thermique :

Une personne, quel que soit son handicap, doit pouvoir s'y rendre et, si elle ne peut poursuivre son chemin, y attendre son évacuation grâce à une aide extérieure. »

L'article CO 59 définit précisément les exigences auxquels doivent répondre les espaces sécurisés. Il doit notamment y en avoir un « *nombre minimum de 2 par niveau où peuvent accéder des personnes circulant en fauteuil roulant* » avec « *une superficie cumulée permettant d'accueillir au minimum 2 personnes en fauteuil roulant pour un effectif de public inférieur ou égal à 50 personnes, augmentée d'une personne en fauteuil roulant par tranche de 50 personnes supplémentaires reçues au niveau concerné, tout en maintenant la largeur du dégagement menant à l'issue* »

➡ La notice de sécurité de janvier 2010 ajoute en page 12 à celle d'octobre 2009 une phrase affirmant que « dans les niveaux recevant du public, il sera réalisé deux espaces d'attente sécurisés par niveau. Ces espaces seront protégés, disposeront d'un ouvrant en façade et seront accessibles depuis la voie échelle. ». Mais les plans contredisent cette affirmation : aucun espace sécurisé n'y figure.

Compte tenu des effectifs accueillis, le niveau R+1 devrait disposer d'un espace sécurisé permettant d'accueillir 17 personnes en fauteuil roulant et le niveau R+2, 15.

En outre, comme indiqué précédemment, les autres étages, qui reçoivent de facto du public, devraient aussi disposer d'espaces sécurisés, ce qui n'est pas le cas.

3.8. Non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées.

➡ L'article R111-19-1 du code de la construction et de l'habitat stipule que:

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements. »

L'article R111-19-2 du même code précise que:

« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. »

L'arrêté du 1 août 2006 fixe « les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ».

Il définit en particulier les caractéristiques auxquelles doivent répondre les cheminements extérieurs et intérieurs, notamment:

- « La largeur minimale du cheminement accessible doit être de 1,40 m libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements. »

- « Le cheminement accessible doit être horizontal et sans ressaut.

Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, un plan incliné de pente inférieure ou égale à 5 % doit être aménagé afin de la franchir. Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :

- jusqu'à 8 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m ;

- jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 m.

Un palier de repos est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, quelle qu'en soit la longueur. En cas de plan incliné de pente supérieure ou égale à 4 %, un palier de repos est nécessaire tous les 10 m.

Les caractéristiques dimensionnelles du palier sont définies à l'annexe 2.

Lorsqu'il ne peut être évité, un faible écart de niveau peut être traité par un ressaut à bord arrondi ou muni d'un chanfrein et dont la hauteur doit être inférieure ou égale à 2 cm. Cette hauteur maximale peut toutefois être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %.

La distance minimale entre deux ressauts successifs est de 2,50 m.

Les pentes comportant plusieurs ressauts successifs, dits "pas d'âne", sont interdites. »

➡ Trois types de non respect des règles d'accessibilité pour les personnes handicapées apparaissent sur les plans :

- ◆ couloir de largeur 1,20 m au lieu de 1,40 m minimum au RDC [Dossier PC : DPCb - PA101-1008 - 20/01/2010- PLAN DU RDC]
- ◆ évacuations au rez de jardin avec des dénivelés de 8 cm, non conformes [Dossier PC : DPCb - PA101-1004 - 20/01/2010 - PLAN DU REZ DE JARDIN WATT]
- ◆ terrasses non accessibles aux personnes en fauteuil roulant :
 - dénivelé de 27 cm pour accéder à la terrasse au R+ 7 [Dossier PC : DPCa - PA100-1108 - 02/10/2009 - PLAN DU R+7]
 - dénivelé de 16 cm pour accéder à la terrasse depuis la Mezzanine du R+8 [Dossier PC : DPCa - PA100-1109 - 02/10/2009 - PLAN DU R+8+M]

La non accessibilité des terrasses aux personnes en fauteuil roulant constitue une discrimination.

Ces non conformités sont détaillées sur des extraits de plans en pièce B13.

3.9 Non respect du PLU de PARIS : absence d'aires de livraison

➡ L'article UG.12.2 du PLU intitulé « Aires de livraison et aires de dépose pour autocars » stipule que :

*« **Les constructions doivent réserver sur leur terrain des aires de livraison ou des aires de dépose pour autocars conformes aux normes et prescriptions définies ci-après, excepté si les caractéristiques de la voie ne permettent pas de respecter les dispositions de l'article UG.3.1. Quand elles seront impossibles dans une rue, on envisagera la possibilité d'aires de livraison dans des parcs de stationnement en sous-sol.** »*

Les normes et prescriptions concernant les aires de livraison et les aires de dépose pour autocars ne s'appliquent pas aux surfaces des planchers existants, y compris ceux faisant l'objet d'un changement de destination soumis à permis de construire, à l'exception des demandes concernant la création d'entrepôts. Toutefois, les aires de livraison et les aires de dépose pour autocars existantes doivent être conservées, dans la limite des prescriptions définies ci-après, lorsque la nouvelle destination de l'immeuble le justifie.

Les aires de livraison et les aires de dépose pour autocars, ainsi que leurs accès, doivent présenter des caractéristiques adaptées aux besoins.

1° Bureaux :

Lorsqu'il est construit sur un terrain une surface hors œuvre nette de bureaux dépassant 2 500 m², il doit être réservé sur ledit terrain les emplacements nécessaires et adaptés pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, déchargement et manutention.

[...]

*5° **Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif :***

*Pour les établissements faisant partie de cette catégorie, **les emplacements adaptés aux besoins de l'établissement doivent être aménagés sur le terrain** pour assurer toutes les opérations usuelles de chargement, de déchargement et de manutention. »*

➡ Les plans fournis avec la demande de permis de construire du bâtiment M6A1 ne comportent pas d'aires de livraison. Ce bâtiment n'est donc pas conforme au PLU de Paris.

3.10 Non respect du PLU de PARIS : locaux pour le stationnement des vélos

➡ L'article UG.12.3 du PLU intitulé « Stationnement des vélos et poussettes » stipule que :

« Un ou plusieurs **locaux fermés** doivent être aménagés pour le stationnement des vélos et des poussettes, conformément aux normes minimales fixées ci-après.

Ces locaux doivent être accessibles de plain-pied. Ils doivent être couverts.

Ils ne peuvent être aménagés au premier sous-sol qu'à condition d'être facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et isolés du stationnement des véhicules à moteur.

Les normes déterminant la surface des locaux fermés à réserver au stationnement des vélos et des poussettes s'appliquent, sauf impossibilité, à la création de surfaces hors œuvre nettes de plus de 250 m².

La surface des locaux affectés au stationnement des vélos et des poussettes ne peut, dans le cas où elle est exigible, être inférieure au seuil minimal de 10 m². En outre, dans le cas de fractionnement de la surface réglementaire, les locaux d'une surface inférieure à 8 m² ne sont pas pris en compte dans le calcul de la surface réglementaire résultant de l'application des normes.

Normes :

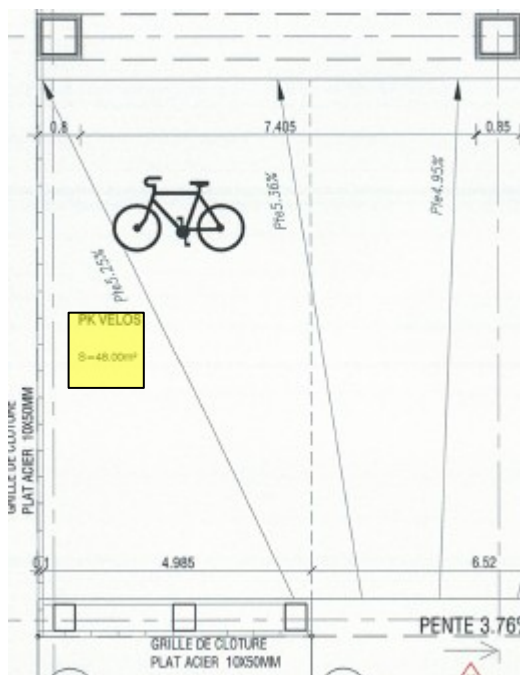
- Habitation, bureaux :

Au minimum 2,25 % de la surface hors œuvre nette des locaux.

- Commerce, artisanat, industrie, entrepôt, constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif* :

La superficie à réserver au stationnement des vélos et des poussettes doit tenir compte de la nature et du fonctionnement des établissements, de leur situation géographique et de leurs utilisateurs. »

➡ Le projet M6A1 ne fait apparaître qu'un local vélos de 48 m² sur le plan du RDC n°1008 ref PA101 du 20 janvier 2010.



Le projet M6A1 ne respecte donc pas le PLU sur deux points essentiels :

–Le local vélos n'est pas un local fermé et couvert.

–La superficie est sans commune mesure avec celle requise par le PLU pour un bâtiment de 19 352 m² de surface SHON. Si on retient l'hypothèse basse correspondant à un simple immeuble de bureaux on devrait avoir $19\,352 \times 2,25\% = 435 \text{ m}^2$. A cela, il faudrait ajouter la présence du public étudiants, dont la présence au mètre carré est beaucoup plus importante que dans les bureaux. La surface réservée aux vélos est donc plus de 10 fois moindre que celle requise par le PLU.

En outre rien n'est prévu pour les poussettes.

Il convient de souligner que l'absence de local à vélos adapté a, dans les universités, une conséquence bien connue en matière de sécurité : pour ne pas se faire voler leur vélos, les étudiants les attachent où ils peuvent et encombrent souvent ainsi les issues de secours.

3.11 Non respect du PLU de PARIS : local poubelle de taille très insuffisante.

➡ L'article UG.4.4 du PLU de Paris stipule que :

« Les constructions nouvelles doivent comporter des locaux de stockage des déchets suffisamment grands, dimensionnés de manière à recevoir et permettre de manipuler sans difficulté tous les récipients nécessaires à la collecte sélective des déchets. »

Le règlement sanitaire du département de Paris (Préfecture de Paris et Préfecture de Police. Arrêté n°79-561 du 20 novembre 1979 modifié par arrêtés n°82-10468 du 4 juin 1982, n°86-10377 du 23 avril 1986 et n°89-10266 du 3 avril 1989) précise au Titre IV « *Elimination des déchets et mesures de salubrité générales.* » :

« Section 1. - Déchets ménagers.

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets des ménages et aux déchets provenant des collectivités autres que les établissements hospitaliers, tels que restaurants d'entreprises ou d'établissements scolaires. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux déchets à caractères industriels et aux déchets radio-actifs, lesquels font l'objet d'une réglementation particulière.

Art. 77 - Emplacement des récipients à ordures ménagères.

Dans les immeubles collectifs, les récipients mis à la disposition des occupants pour recevoir leurs ordures ménagères doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux, clos, ventilés. Le système de ventilation doit être indépendant de celui des autres locaux et n'être pas cause de propagation d'odeurs ; il doit également être compatible avec celui de la colonne de vide-ordures y débouchant éventuellement. Le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ; toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs et insectes. Les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeurs ni émanation gênante ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux peuvent être, soit incorporés dans un bâtiment, soit disposés à l'extérieur, de préférence en un point permettant l'accès direct du service de collecte. Ils doivent répondre aux règles de sécurité en vigueur. Leurs dimensions doivent permettre de recevoir tous les récipients nécessaires à l'immeuble, ceux-ci pouvant y être stockés et manipulés sans difficulté ; elles doivent permettre le stockage dans les récipients des déchets produits pendant deux jours consécutifs sans ramassage par le service de collecte.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communication directes avec les locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

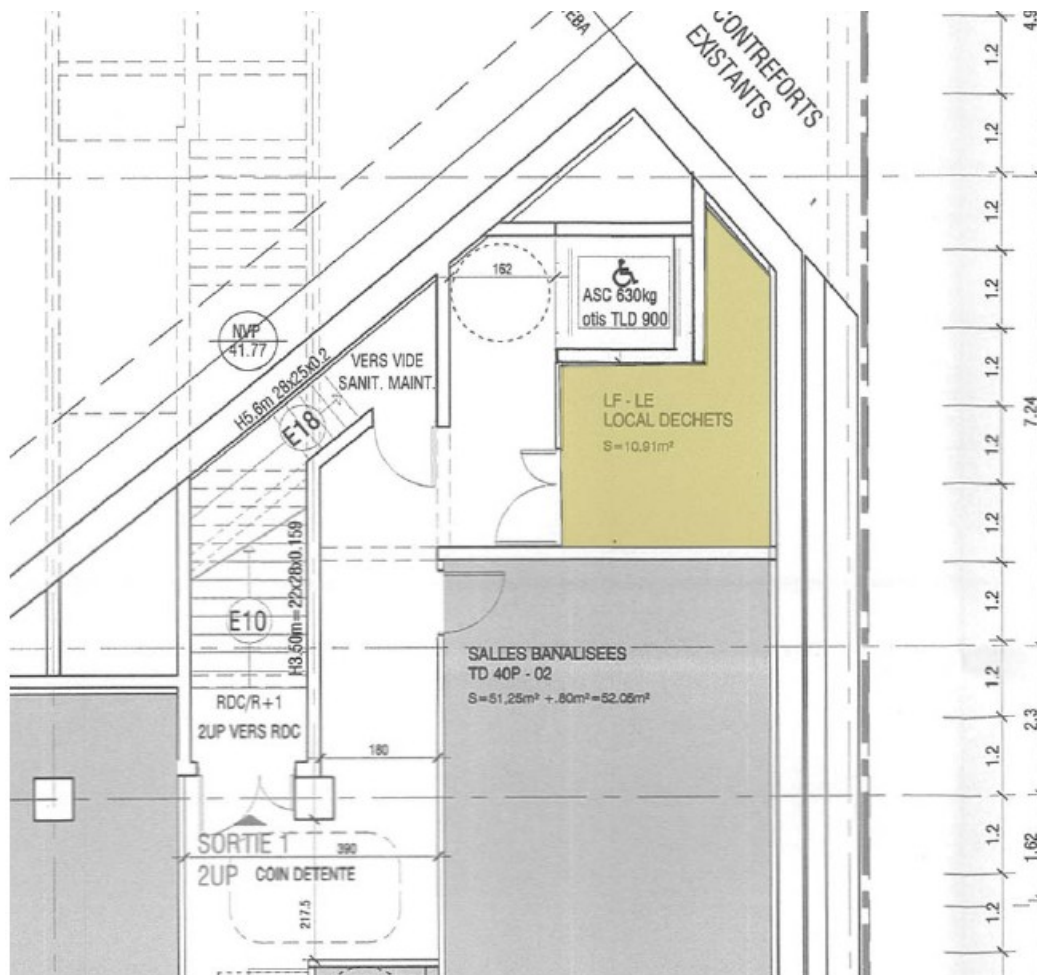
[...]

Pour tous les groupes d'habitations et pour tous les immeubles collectifs, les promoteurs et architectes doivent, lors de l'établissement des projets de construction ou de transformation, consulter les services municipaux intéressés afin de prévoir, dès la conception, toutes dispositions nécessaires en vue d'un enlèvement facile des ordures ménagères en fonction des possibilités et de l'évolution des moyens de collecte.

Les locaux de remisage des récipients à ordures ou de réception des vide-ordures, quand ces derniers équipements sont prévus, doivent, sans préjudice des réglementations spécifiques, être conçus, quant à leurs dimensions, leurs dispositions et leurs accès à partir de la voie publique, de façon à permettre l'utilisation de récipients de grande capacité ou tous autres moyens adaptés aux productions importantes d'ordures susceptibles d'être imposés par les services de collecte des

ordures ménagères en considération même de cette production. »

► Le projet M6A1 ne fait apparaître qu'un local déchets de 10,91 m² sur le plan du niveau RDJ+2 (P A101 - PLAN 1007 - 20/01/2010)



Ce local déchets ne respecte ni l'article UG.4.4 du PLU de Paris, ni le règlement sanitaire de Paris.

1. Il n'est à l'évidence pas « dimensionné de manière à recevoir et permettre de manipuler sans difficulté tous les récipients nécessaires à la collecte sélective des déchets ».

Les recommandations de la ville de Paris (pièce B12) prévoient « pour les activités tertiaires, compter une production de 5 litres par salarié par jour (80 % de papier) ». Selon la notice de sécurité du bâtiment, il y a 826 salariés, soit une production de 4130 litres par jour. Quant au public (étudiants), on peut certainement considérer qu'ils produisent au minimum, 20% de la production d'un salarié : soit 2068 litres pour un effectif de 2068. Il faudrait donc au moins 13 bacs de 500 litres. Mais il faut aussi tenir compte du tri sélectif des déchets qui nécessite des bacs différents, du fait que les bacs jaunes ne sont collectés que 2 fois par semaine, etc . Ce qui signifie qu'il faut au moins 25 à 30 bacs. L'emprise au sol d'un bac de 500 litres étant de 0,94 m² (pièce B12), l'emprise totale nécessaire serait de 23,5 m² à 28 m². Mais il faut tenir compte de la possibilité de manipuler ces bacs dans le local et pour cela « les emprises au sol des bacs doivent être multipliées par 2 ou 3

pour les grands immeubles (beaucoup de bacs) et par 5 ou 6 pour les petits immeubles (quelques bacs) ». Si on prend une nouvelle fois le facteur minimum, 2, on arrive à une emprise nécessaire de 47 à 56 m², au lieu des 10,91 m² prévus.

2. Il ne comporte pas de point d'eau ni de système d'évacuation des eaux pour permettre l'entretien des récipients et du local.

3. Il ne comporte pas de système de ventilation indépendant de celui des autres locaux (il y a en outre une salle d'enseignement juste à côté).

Il convient d'ajouter que le bâtiment abrite un service médical. Les déchets médicaux doivent être séparés des autres déchets, dans leur conditionnement et leur entreposage (Décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 et Arrêté du 7 septembre 1999). Rien n'est prévu à cet égard.

4. Conclusion

Par les motifs développés dans la présente requête et tous autres à produire, déduire ou suppléer d'office, les requérants demandent au tribunal de :

- annuler l'accord du préfet de police autorisant la construction, au sens de l'article L111-8 du code de la construction et de l'habitat, d'un bâtiment sur l'ilot M6A1 de la ZAC Paris Rive Gauche, demandée par Unicité ;
- annuler l'arrêté du préfet du 28 avril 2010 délivrant un permis de construire à Unicité pour un bâtiment sur l'ilot M6A1 de la ZAC Paris Rive Gauche.

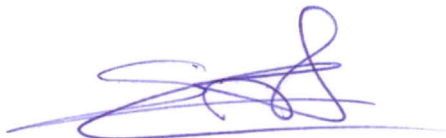
Paris le 28 juin 2010



Michel Parigot
Président du Comité Anti-Amiante Jussieu



Karim Felissi
Avocat représentant la FNATH et
le groupement FNATH de la région parisienne



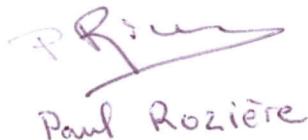
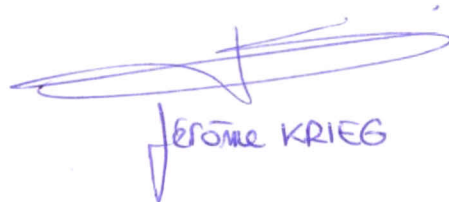
Nathalie Laville
Présidente de Treize Ecolo



Michel Parigot
Président de Diderot Transparence



Marie Prieur
Présidente de la Fédération
des syndicats Sud Etudiant



Paul Rozière

Listes des pièces

- A1 – Statuts du comité anti-amianté Jussieu
- A2 – Délibération du bureau du comité anti-amianté Jussieu
- A3 – Statuts de Treize Ecolo
- A4 – Décision du CA de Treize Ecolo
- A5 – Statuts de Diderot Transparence
- A6 – Délibération du bureau de Diderot Transparence
- A7 – Statuts de la Fnath
- A8 - Article du canard enchaîné du 14 avril 2010 : Vinci veut construire une fac aux planchers branlants
- B1 – Arrêté du préfet du 28 avril 2010 délivrant un permis de construire sur l'ilot M6A1
- B2 – Avis défavorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 24 décembre 2009
- B3 – Avis favorable de la commission de sécurité de la préfecture de police du 19 avril 2010
- B4 – Notice de sécurité incendie du 02/10/2009 [PC40aa]
- B5 – Notice de sécurité incendie du 20/01/2010 [PC40ab]
- B6 – Réponse aux observations de la préfecture de police du 22/01/2010
- B7 – Liste des pièces du dossier de permis de construire du bâtiment M6A1
- B8 – Déclaration d'effectif du chef d'établissement 20/01/210 [PC40e]
- B9 – Brochure du M2 de Logique
- B10 – Brochure de l'Agrégation.
- B11 – Motion de l'UFR d'Informatique
- B12 - Recommandations de la ville de Paris sur le dimensionnement des locaux poubelles
- B13 - Manquements aux règles d'accessibilité pour les personnes handicapées
- B14 – Baies inaccessibles au R+8, coté rue Albert Einstein.